

Dritte Sitzung – Troisième séance

Mittwoch, 3. März 1993, Vormittag
Mercredi 3 mars 1993, matin

11.45 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

92.050

Arbeitsfreier Bundesfeiertag

(1.-August-Initiative).

Volksinitiative

Jour de la fête nationale férié
(initiative du 1er août).

Initiative populaire

Botschaft und Beschlussentwurf vom 20. Mai 1992 (BBI III 889)

Message et projet d'arrêté du 20 mai 1992 (FF III 861)

Kategorie III, Art. 68 GRN – Catégorie III, art. 68 RCN

M^{me} Jeanprêtre, rapporteur: Nous passons à d'autres festivités. C'est la troisième fois en trois ans que le Parlement est appelé à se prononcer sur le thème de la fête nationale du 1er août en tant que jour férié.

En effet, le 5 octobre 1988 déjà, et par 65 voix contre 18, le Parlement avait renvoyé une première initiative de M. Ruf. Revenant à de meilleurs sentiments, le Parlement s'est prononcé cette fois de façon positive par 100 voix contre 66 et une abstention, à l'appel nominal, le 26 septembre 1990, pour adopter une autre initiative parlementaire de M. Ruf sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces dans lequel il demandait que, par une modification de la constitution, le 1er août soit jour de fête nationale sur tout le territoire de la Confédération et que, pour ce qui est du droit du travail, ce jour soit assimilé à un dimanche.

La Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales que je présidais à l'époque avait émis un avis défavorable, non pas sur le fond, mais sur la forme qu'il s'agissait d'adopter pour reconnaître ce jour férié. En effet, les cantons sont actuellement seuls compétents pour prendre des dispositions concernant les jours fériés. Ils ont donc toute latitude pour proclamer le 1er août fête publique et la commission était persuadée qu'une réglementation cantonale des jours fériés était mieux à même de tenir compte des besoins régionaux et des traditions locales. Maintes localités ont d'ailleurs décidé, par voie de négociations et sans prescriptions cantonales, d'accorder au moins un après-midi de congé.

Force est de reconnaître qu'il existe bien des pratiques cantonales différentes quant à ce 1er août férié ou non, et donc bien des inégalités de traitement. Si le 1er août continue d'être un jour de travail comme les autres dans bon nombre de cantons, il a aujourd'hui le statut de jour férié légal dans d'autres, ou encore de journée partiellement fériée ailleurs, même si cette journée ne tombe pas sous le coup des dispositions sur les jours de repos. Ainsi, jusqu'à ce jour, seuls les cantons ont édicté des dispositions. L'article 18 alinéa 2 de la loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce autorise du reste les cantons à assimiler au dimanche huit jours fériés par an au maximum et à les fixer différemment selon les régions. Elle ne fournit par contre aucune base légale autorisant la fixation au niveau national de jours fériés particuliers.

Du moment que le plenum avait approuvé l'initiative parlementaire Ruf en septembre 1990, ladite initiative avait abouti devant la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales qui devait rédiger un projet. La discussion a porté davantage sur la forme puisque l'idée d'un jour férié national n'était plus contestée. La Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales s'est donc interrogée sur la manière de donner suite à l'initiative parlementaire. Se fondant sur un avis de droit du professeur Paul Richli, la commission a finalement décidé d'élaborer un projet de loi en vertu de ce qu'elle a estimé être une compétence constitutionnelle tacite. En effet, pour la doctrine et la jurisprudence, la Confédération peut légiférer sur la base d'une compétence constitutionnelle explicite. Elle peut aussi le faire en alléguant des pouvoirs tacites et implicites issus de la constitution, soit par la connexité matérielle soit par la nature des choses. Jusqu'à ce jour, le Conseil fédéral a toujours été réticent à l'idée de se prévaloir d'une compétence constitutionnelle tacite pour régler la question de la fête nationale. Il l'a encore confirmé lors des festivités du 700e anniversaire en ne décrétant pas le 1er août 1991 jour férié légal dans toute la Suisse.

Aujourd'hui, c'est d'une initiative populaire – celle de l'Action nationale – qu'il s'agit. A ce propos, deux solutions se présentent: d'une part, l'initiative populaire propose d'insérer explicitement dans la constitution une compétence autorisant la Confédération à réglementer la fête nationale; d'autre part, la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales préconisait de régler cette question sur la base d'une compétence tacite et implicite. Même s'il paraît plus simple et peut-être aussi plus rationnel, du point de vue administratif, de procéder par voie légale, le Conseil fédéral est cependant d'avis que, dans le cas présent d'une initiative qui a abouti, il serait préférable de créer une base constitutionnelle écrite. C'est ainsi que le Conseil fédéral considère qu'une fête nationale n'a de sens que si les citoyennes et les citoyens y sont profondément attachés. Jusqu'à ce jour, célébrer la fête nationale dans un esprit fédéraliste correspondait à l'idéal de simplicité qui entoure cette fête. L'institution d'un jour férié légal à l'occasion de la fête nationale reviendrait à modifier le sens et la perception de cet événement. Mais, dans ces conditions, le Conseil fédéral estime qu'il appartient au peuple et aux cantons de se prononcer en votation populaire.

Retenant le sujet, la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales, en date du 25 août 1992, a également décidé de faire droit à la voie de l'initiative populaire. Elle a estimé par contre que la petite loi qu'elle avait mise sous bois ne devait entrer en vigueur qu'après l'acceptation de l'initiative par le peuple et les cantons, en suivant la procédure de consultation traditionnelle. Cette loi aurait ainsi le caractère d'une loi d'exécution dont on peut déjà relever les grands traits, à savoir que le jour de fête nationale férié doit être rémunéré, non seulement parce qu'il paraît indispensable pour des raisons relevant de la politique du travail qu'il en soit ainsi, mais aussi parce que nous considérons que la fête nationale est avant toute une journée de réflexion et qu'il faut par conséquent l'assimiler à un dimanche. La future loi prévoit des dérogations à l'interdiction de travailler. Elle règle ainsi la question de ces dérogations, qui sont inévitables pour des motifs d'ordre public général, et celle de la compensation du temps de travail par une simple référence à la législation fédérale sur la protection des travailleurs.

En dehors de la loi fédérale d'exécution, le projet ne devrait entraîner aucune tâche législative pour la Confédération, les cantons et les communes. Le projet de la Commission des pétitions et de l'examen des constitutions cantonales, approuvé par le Conseil fédéral, qui propose de traiter la question de la liberté du travail et de sa compensation par analogie avec le droit régissant la protection du travail, permettra d'appliquer la nouvelle loi en se fondant sur des dispositions déjà en vigueur et sur l'expérience pratique acquise dans ce domaine. L'institution d'un jour férié le 1er août aura en particulier des conséquences pour les employeurs du secteur privé qui, comme dans le secteur public, seront tenus de rémunérer leur personnel ce jour-là.

C'est ainsi que, se ralliant à l'avis du Conseil fédéral qui voit finalement dans l'initiative le double avantage de donner au peuple et aux cantons la possibilité de s'exprimer sur l'institution d'une fête nationale dans l'ensemble du pays, et l'autre aspect qui est celui de mieux garantir la sécurité du droit grâce à l'insertion d'un article dans la constitution, la commission, à l'unanimité des personnes présentes, vous propose d'accepter l'initiative populaire pour un jour de la fête nationale férié.

Fischer-Sursee, Berichterstatter: Nach dem etwas turbulenten Vormittag habe ich das Vergnügen, hier eine 1.-August-Rede zu halten. Es geht mir dabei, wenn ich in den Saal blicke, ähnlich wie vielen 1.-August-Rednern: Es fehlen die Zuhörer. Ich hoffe nicht, dass das für den künftigen arbeitsfreien Bundesfeiertag symptomatisch ist.

Ich spreche gleichzeitig zu beiden Geschäften: zur Volksinitiative und zur parlamentarischen Initiative Ruf. Ziel beider Initiativen ist die Verankerung eines arbeitsfreien Bundesfeiertages in der Bundesverfassung. Beide haben die Form eines ausgearbeiteten Entwurfes und sind inhaltlich identisch. Die Volksinitiative ist gültig zustande gekommen.

Zuerst ein kurzer geschichtlicher Rückblick: Erstmals wurde am 1. August 1891 auf Empfehlung des Bundesrates in der ganzen Schweiz mit einem Festgeläute eine Bundesfeier begangen. Man gedachte damit der Gründung der Eidgenossenschaft vor 600 Jahren. Seither ist die Auseinandersetzung um die Gestaltung eines eigentlichen Nationalfeiertages nicht abgebrochen. Vor allem mussten sich die Behörden immer wieder mit der Frage befassen, ob der 1. August zu einem gesetzlichen Feiertag zu erheben sei.

Bereits in der Zeit des Ersten Weltkrieges vertrat der Bundesrat in einer Antwort auf verschiedene Begehren die Auffassung, eine einfache, mit Gedenkgeläute und Höhenfeuer gestaltete Feier entspreche am ehesten den Ueberlieferungen unseres arbeitsamen Volkes, und lehnte die Schaffung eines Feiertages ab. Es blieb bis heute den Kantonen überlassen, den 1. August zu einem gesetzlichen Feiertag zu erheben. Ein Teil der Kantone hat davon Gebrauch gemacht.

Mit der parlamentarischen Initiative Ruf hat sich der Nationalrat bereits im September 1990 erstmals befasst. Entgegen dem Antrag seiner Kommission beschloss der Rat unter Namensaufruf mit 100 zu 66 Stimmen, der Initiative Folge zu geben; er beauftragte die Petitions- und Gewährleistungskommission mit der Ausarbeitung einer Vorlage.

Die Kommission arbeitete hierauf einen Entwurf für ein Bundesgesetz zur Regelung eines arbeitsfreien Bundesfeiertages aus. Aufgrund des Gutachtens von Professor Paul Richli kam die Kommission zum Schluss, dass der Bund dazu über eine ungeschriebene Kompetenz kraft Natur der Sache verfüge und dass somit keine Verfassungsänderung nötig sei.

Mit dem Bundesgesetz soll der Bund indessen nicht in die übrigen kantonalen Feiertagsregelungen eingreifen, sondern der Bundesfeiertag wäre ein Feiertag sui generis.

Zwischenzeitlich, am 25. Oktober 1990, war dann noch die Volksinitiative eingereicht worden. In der Botschaft zu dieser Initiative setzt sich der Bundesrat eingehend mit der verfassungsrechtlichen Frage auseinander. Er betrachtet seine bisher gepflegte konsequente Zurückhaltung, eine stillschweigende Bundeskompetenz anzunehmen, nach wie vor als rechtlich und politisch begründet. Er empfiehlt daher, mit einem speziellen Verfassungsartikel dem Bund die Kompetenz zu erteilen und somit die Frage des arbeitsfreien 1. August Volk und Ständen zur Beurteilung vorzulegen.

Die Kommission schloss sich dieser Auffassung an. Sie wurde in ihrer Meinung noch bestärkt, weil die Initianten erklärt hatten, dass sie die Volksinitiative auf keinen Fall zurückziehen, selbst dann nicht, wenn das von der Kommission ausgearbeitete Bundesgesetz gutgeheissen würde.

Die Kommission beantragt Ihnen daher mit 8 zu 0 Stimmen bei 6 Enthaltungen, dem Bundesbeschluss über die 1.-August-Initiative zuzustimmen, das heißt, Volk und Ständen die Annahme der Volksinitiative zu empfehlen. Gleichzeitig ist die parlamentarische Initiative Ruf als erfüllt abzuschreiben.

Ferner beschloss die Kommission, den bereits ausgearbeiteten Entwurf zu einem Bundesgesetz für den Bundesfeiertag

erst nach einer allfälligen Annahme der Volksinitiative zu verabschieden und dem Rat vorzulegen. Der Entwurf leistet dabei nützliche Dienste.

Nationalfeiertage gelten im allgemeinen als Tage, an denen das Nationalbewusstsein gepflegt wird. Bei uns war die erste Bundesfeier am 1. August 1891 vom Wunsch getragen, eine Versöhnung zwischen den Siegern und Besiegten des Sonderbundskrieges herbeizuführen. Hauptsächlich aus diesem Grund wurde nicht die Gründung des Bundesstaates von 1848, sondern der Bundesbrief von 1291 zum Anlass des nationalen Gedenktages genommen.

Unsere Bundesfeiern waren immer vom Gedanken getragen, die Feier in Einfachheit und Würde zu begehen. Das hat auch heute noch seine Gültigkeit. Heute wie damals geht es bei der Bundesfeier nicht um eine simple glorifizierende Selbstdarstellung des schweizerischen Staates oder um eine bombastische Ausgestaltung, sondern um die Auseinandersetzung jedes einzelnen Bürgers und jeder einzelnen Bürgerin mit unserem Staatswesen, dessen Vergangenheit und Zukunft. Bei den gegenwärtigen innen- und aussenpolitischen Herausforderungen ist die Bereitschaft dazu überaus wichtig.

Um möglichst vielen Bürgerinnen und Bürgern Gelegenheit zu geben, den Bundesfeiertag in diesem Sinne zu begehen, rechtfertigt es sich, den 1. August als arbeitsfreien Tag zu erklären. Dabei hoffen wir zusammen mit dem Bundesrat, dass ein arbeitsfreier Bundesfeiertag tatsächlich auch mehr Raum für die Auseinandersetzung mit den wesentlichen Elementen unseres Staates in Geschichte, Gegenwart und Zukunft schafft und nicht bloss einer Verstärkung der Reisefreudigkeit dient.

Präsident: Die CVP-, die LdU/EVP- und die grüne Fraktion melden, dass sie die Kommissionsmehrheit unterstützen.

Eggenberger: Die sozialdemokratische Fraktion unterstützt den Vorschlag des Bundesrates und der Petitions- und Gewährleistungskommission, nämlich Volk und Ständen zu empfehlen, die Initiative für einen arbeitsfreien Bundesfeiertag anzunehmen.

Die Beurteilung der Frage, ob der 1. August ein arbeitsfreier Tag sein soll, hat sich in den letzten Jahren geändert:

Während wohl früher mehrheitlich die Meinung vertreten wurde, am 1. August solle gearbeitet werden – mit patriotischen Reden, Glockengeläute sowie Höhenfeuern zu feiern entspräche am ehesten den einfachen und arbeitsamen Ueberlieferungen unseres Volkes –, will heute die Mehrheit des Volkes, aber auch des Nationalrates einen Nationalfeiertag, einen Feiertag, an dem – auch nach aussen spürbar – grundsätzlich das ganze Volk einen freien Tag und richtigerweise einen bezahlten Feiertag hat.

Über diesen Gesinnungswandel braucht sich niemand aufzuregen. Wir sind trotz diesem zusätzlichen Feiertag ein arbeitsames Volk geblieben, denn wir haben innerhalb der EG und der Efta – ausser Portugal – nach wie vor die längsten Arbeitszeiten und die weitaus höchste Jahresarbeitszeit.

Die ganze Vorlage hat trotz allem drei Schönheitsfehler:

- Aus dem gleichen politischen Lager wird fast gleichzeitig auf zwei verschiedenen Ebenen der gleiche Vorstoß gemacht: einmal mit einer Volksinitiative und dann mit einer parlamentarischen Initiative. Rechtlich ist dagegen zwar nichts einzuwenden, trotzdem wurde damit die Demokratie etwas strapaziert.

- Da die parlamentarische Initiative zeitlich vorher behandelt werden musste und die Kommission mehrheitlich den Weg über ein Gesetz regeln wollte, ist die Arbeit der Kommission vorerst umsonst, da nun die Volksinitiative zur Diskussion steht und diese konsequenterweise nicht zur Ablehnung empfohlen werden kann.

Die parlamentarische Initiative Ruf ist deshalb abzuschreiben. Wenn es den Initianten nur um die Sache gegangen wäre, hätten sie die Initiative zurückziehen müssen. Dass sie es nicht taten, zeigt, dass die Erreichung des Ziels nicht so wichtig war, sondern dass man noch über längere Zeit daraus politisches Kapital schlagen will. Ohne diese Haltung hätte das Gesetz auf spätestens 1. Januar 1994 in Kraft treten können. Allerdings ist die Arbeit der Kommission nicht umsonst.

Wir teilen die Auffassung des Bundesrates und der Kommission, dass nach der Volksabstimmung das von der Kommission erarbeitete Bundesgesetz über den Bundesfeiertag mit einer Ergänzung des Ingresses als Ausführungsgesetz übernommen werden kann.

3. Unschön ist auch, dass nicht gleichzeitig der 1. Mai als gesamtschweizerischer Feiertag erklärt wird, wie das der Schweizerische Gewerkschaftsbund in seiner Vernehmlasung verlangt hat. Wenn die Bürgerinnen und Bürger den Wunsch haben, dem Bundesfest einen offizielleren und feierlicheren Charakter zu verleihen, möchten sie sicher auch zum Ausdruck bringen, dass die Schweiz nach sozialer Gerechtigkeit, Demokratie und Frieden für alle Völker strebt. Gerade dies ist der Inhalt des 1. Mai, der einzigen Feier, die universelle Bedeutung hat. Außerdem ist der 1. Mai in sechs Kantonen als Feiertag anerkannt, während der 1. August es offiziell nur in vier Kantonen ist.

Da es aber einer schweizerischen Tradition entspricht, Veränderungen nur in kleinen Schritten vorzunehmen, müssen wir uns heute leider auf den 1. August als nationalen Feiertag beschränken.

Trotz diesen kritischen Bemerkungen bitte ich Sie, dem Antrag des Bundesrates und der Kommission zuzustimmen.

Steinemann: Die Fraktion der Auto-Partei stimmt der Vorlage über den arbeitsfreien 1. August einstimmig zu.

Die Schweiz ist wohl das einzige europäische Land, in dem am Nationalfeiertag gearbeitet wird – für einen Bundesfeiertag, so meinen wir, eine unwürdige Regelung. Während heute der 1. August in einigen Kantonen als gewöhnlicher Arbeitstag gilt, ist er in anderen Kantonen gesetzlicher Feiertag, oder es wird nur teilweise gearbeitet.

Mit dieser Vorlage gilt es auch, die zum Teil unhaltbaren Unterschiede in der Handhabung dieses eidgenössischen Festtages zu vereinheitlichen. So ist mit einer würdigen Regelung für einen arbeitsfreien Bundesfeiertag bewiesen, dass auch wir Schweizer zu einer freudigen und besinnlichen Feier unseres Staatswesens fähig sind.

Um aber die Gesamtbelaistung der Wirtschaft gleich zu halten, schlagen wir die Abschaffung des in sechs Kantonen aktuellen, künstlichen Feiertages des 1. Mai vor; dies im Gegensatz zur Meinung von Herrn Eggenberger.

Bezzola: Die FDP-Fraktion stimmt – wenn auch ohne Begeisterung – der Volksinitiative für einen arbeitsfreien Bundesfeiertag zu. Es ist ein «Ja, aber»:

Das Ja, weil man den 1. August zur Erinnerung an die Gründung der Eidgenossenschaft in der ganzen Schweiz feierlich und würdig begehen will; das Aber, weil man mit der heute gültigen Regelung, die es den Kantonen überlässt, den 1. August zum gesetzlichen Feiertag zu erheben, gut gefahren ist.

Die Begeisterung hält sich aber auch in Grenzen, weil mit dieser Initiative wiederum reguliert statt dereguliert wird, weil in mehreren Kantonen die Teuerung angekurbelt würde. Für die öffentliche Hand entstehen dadurch zusätzliche Kosten und für die Wirtschaft werden die Rahmenbedingungen nicht verbessert, sondern verschlechtert.

Ziel der Initiative ist die Einführung eines arbeitsfreien Bundesfeiertages mit Lohnzahlungspflicht; Ausnahmewilligungen, wie zum Beispiel in Tourismusgebieten, sind möglich, es besteht aber Anspruch auf einen anderen freien Tag.

Der arbeitsfreie 1. August gilt nicht als Feiertag im Sinne des Arbeitsgesetzes, also keine Bestimmungen über Arbeitsschluss am Vortag, Ladenöffnungszeiten usw.

Wie sieht es heute am 1. August in den verschiedenen Regionen aus? Der 1. August ist in einigen Kantonen ein gewöhnlicher Arbeitstag, in anderen wird halbtags gearbeitet und eine Anzahl Kantone kennen bereits heute den gesetzlichen Feiertag. In meinem Heimatkanton würde die Einführung eines zusätzlichen gesetzlichen Feiertags die Lohnkosten z. B. im Baugewerbe um 0,35 Prozent erhöhen. Der Baukostenindex würde eine Korrektur nach oben von plus 0,18 Prozent erfahren.

Eine zusätzliche Teuerung kann sich weder die Wirtschaft noch die öffentliche Hand leisten. Bei der Ausarbeitung des

Bundesgesetzes muss deshalb darauf geachtet werden, dass der Bund nicht in die kantonalhoheitliche Feiertagsregelung eingreift, dass zusätzliche gesetzlich vorgeschriebene Feiertage verhindert werden, dass die Teuerung – wenn sie auch regional ganz verschieden aussieht – nicht durch derartige Massnahmen zusätzlich angekurbelt wird.

Trotz der erwähnten Bedenken bitte ich Sie, der Volksinitiative für einen arbeitsfreien Bundesfeiertag zuzustimmen.

Rutishauser: Die SVP-Fraktion steht dem Vorschlag eines arbeitsfreien Bundesfeiertags positiv gegenüber. Eine gesamtschweizerische Lösung drängt sich auf, trotz der Zuständigkeit der einzelnen Kantone in der Feiertagsregelung. Hier handelt es sich um unseren Nationalfeiertag, dieser soll doch in der ganzen Schweiz einheitlich begangen werden. Die Gestaltung der Bundesfeiern soll aber weiterhin den Gemeinden überlassen sein.

Der momentane Zustand, in dem der 1. August in einzelnen Kantonen als gewöhnlicher Arbeitstag gilt, in anderen Kantonen bereits als gesetzlicher Feiertag begangen wird oder der kantonalen Ruhetagsordnung untersteht, trägt sehr viel zur Verunsicherung bei. Insbesondere in Grenzgebieten zwischen Kantonen mit unterschiedlichen Ruhetagsordnungen weiß man nie so recht, ob nun am 1. August gearbeitet wird oder nicht, ob die Läden offen oder geschlossen sind.

Unsere Fraktion ist der Meinung, dass das unbestrittene Ziel über den einfacheren Weg der Gesetzgebung gelöst werden könnte. Aus verwaltungsökonomischen Gründen würden wir den Weg über die Gesetzgebung vorziehen. Dies ist zu verantworten, weil der Gesetzesentwurf aufgrund der parlamentarischen Initiative Ruf genau dem Sinn der Volksinitiative entspricht.

Der Zweck der Volksinitiative kann erfüllt werden, ohne das Volk an die Urne zu bemühen und ohne unsere strapazierte Bundeskasse mit unnötigen Kosten zu belasten. Nach unserer Auffassung sollte der Bund in diesem Fall von der stillschweigenden Verfassungskompetenz kraft Natur der Sache Gebrauch machen und die Statuierung und Ausgestaltung des 1. August als eidgenössischen Bundesfeiertag auf Gesetzesstufe vornehmen. Warum soll man die Sache kompliziert machen, wenn es einfach auch geht?

Namens der SVP-Fraktion bitte ich Sie, die bestehenden Unsicherheiten zu beseitigen, indem Sie einem arbeitsfreien Bundesfeiertag für die ganze Schweiz zustimmen, wenn möglich mit der einfachen Lösung über den Gesetzesweg, im anderen Fall durch eine Volksabstimmung aufgrund der Volksinitiative, wie es die Kommission vorschlägt.

Ruf: Unsere Fraktion der Schweizer Demokraten und der Lega dei Ticinesi ist erfreut, dass unser Anliegen eines arbeitsfreien eidgenössischen Bundesfeiertages, wie er von einer überwiegenden Volksmehrheit seit Jahren gewünscht wird, nun auch in diesem Hause wie bei den Kantonen, Verbänden und Parteien Unterstützung findet.

Wir danken dem Bundesrat, der Kommission und den Fraktionen für ihre Zustimmung zu unserer Volksinitiative und unterstützen die Anträge der Kommission.

Ein Nationalfeiertag – dies zeigt sich in der Geschichte eindeutig – gehört zum Selbstverständnis eines jeden Staates. Dass der 1. August als Bundesfeiertag der Eidgenossenschaft ein den Sonntagen gleichgestellter arbeitsfreier, also vollwertiger Feiertag werden soll, entspricht nicht nur einem seit langem gehegten Wunsch des Schweizervolkes, sondern stellt unseres Erachtens auch eine staatspolitische Notwendigkeit dar.

Die Tatsache, dass der 1. August bisher in den meisten Kantonen kein Feiertag ist – im Gegensatz zur Regelung in praktisch sämtlichen Nachbarländern und den meisten Staaten überhaupt –, wird der wesentlichen staatpolitischen Bedeutung unseres Nationalfeiertages nicht gerecht. Am Bundesfeiertag wird der Entstehung und der Geschichte unseres Staatswesens gedacht, das auf dem Willen von vier Sprachkulturen beruht, die Zukunft gemeinsam gestalten zu wollen, und das mit seiner direkten Demokratie vielerorts auf dieser Welt eine Vorbildfunktion ausübt.

Aufgabe des Nationalfeiertages in jedem Lande ist es, das gemeinsame Staatsbewusstsein zu stärken und den Willen zur gemeinsamen Lösung der künftigen Probleme zu fördern. Angesichts vieler anstehender Schwierigkeiten in jüngster Zeit ist das sicherlich auch bei uns wünschenswert. Gerade im Hinblick auf ein viel diskutiertes verstärktes Engagement der Schweiz in Europa kommt dem Bundesfeiertag nach unserer Auffassung eine vermehrte Bedeutung zu, will man doch sicherlich vermeiden, dass die schweizerische Willensnation im europäischen Integrationsprozess auseinanderbricht.

Uns schweben am 1. August natürlich keineswegs bombastische Feste vor, wie dies etwa am 14. Juli in Frankreich geschieht; dies entspräche sicherlich nicht dem Charakter des Schweizervolkes. Wir sind der Auffassung, dass die bisherigen schlichten Feiern, organisiert von Vereinen, Gemeinden, Komitees usw., also in sehr föderalistischer Weise durchgeführt, beibehalten werden sollen. Im übrigen kann ich mich zu diesem Punkt den Ausführungen des deutschsprachigen Kommissionssprechers anschliessen.

Angesichts der Rechtslage, wie sie grossmehrheitlich auch heute noch vertreten wird, kann das Anliegen des arbeitsfreien 1. August nur mit einer Ergänzung der Bundesverfassung sowie den daraus folgenden gesetzlichen Anpassungen des Arbeitsrechts in klarer und befriedigender Weise geregelt werden.

Nach der verfassungsmässigen Kompetenzordnung, wie sie namentlich vom Bundesrat seit jeher konsequent betont wurde und bis heute betont wird, und übrigens auch früher von parlamentarischen Kommissionen unterstrichen wurde, sind für die Gesetzgebung über öffentliche Feiertage die Kantone zuständig. Der Bundesgesetzgeber ist demnach nicht befugt, Bestimmungen über allgemeine Feiertage zu erlassen.

Deshalb braucht es, um rechtlich eine klare und unbestrittene Regelung zu treffen, zwingend eine Verfassungsnorm für den Sonderfall des Bundesfeiertages. Ich zitiere zu diesem Aspekt aus einer Stellungnahme des Bundesrates: «Der politisch und staatsrechtlich wohl klarste Weg würde in der Schaffung einer Verfassungsgrundlage in der Art des schon diskutierten Entwurfes zu einem Artikel 116bis bestehen.»

Die verfassungsmässige Verankerung ist daneben für uns vor allem auch von grundsätzlicher staatspolitischer Tragweite und Symbolik: Am 1. August wird der Geburtstag, die Entstehung unseres Landes gefeiert. Deshalb hat der Bundesfeiertag eine ähnlich grosse Bedeutung wie die Amts- und Nationalsprachen und verdient demnach die Verankerung in der Bundesverfassung. Aus diesem Grund stand für uns ein Rückzug der Volksinitiative nie zur Diskussion.

Sicherlich wird es über die Volksinitiative nicht einen separaten Urnengang geben. Es werden bestimmt mehrere Vorlagen zusammen Volk und Ständen zur Abstimmung unterbreitet werden, weshalb sich die entstehenden Kosten in einem sehr bescheidenen Rahmen halten werden.

Wir danken dem Departement von Herrn Bundesrat Cotti, dem EDI, und der Kommission für die Ausarbeitung des Gesetzentwurfes. Dieser kann praktisch unverändert und ohne grosse weitere legislatorische Arbeit als Ausführungserlass zum neuen Verfassungsartikel 116bis beigezogen werden.

Ich danke Ihnen nochmals für Ihre Unterstützung und bitte Sie, den Anträgen der Kommission und des Bundesrates zuzustimmen.

M. Cotti, conseiller fédéral: La fête nationale du 1er août a toujours été considérée dans ce pays comme l'occasion d'approfondir les raisons d'être de cette nation multiculturelle, de cette nation de différences. Il est peut-être quelque peu symbolique que vous discutiez de cet élément supplémentaire d'unité nationale après la séance de ce matin.

Le Conseil fédéral admet qu'une fête nationale, dont l'organisation ne resterait plus purement et simplement le fait des cantons, mais qui serait valable pour l'ensemble du pays, est plus que jamais justifiée. C'était d'ailleurs le voeu du Conseil fédéral, même précédemment. Vous serez toutes et tous d'accord que l'exigence de se retrouver une fois pour se livrer ensemble à une réflexion sur ce pays à l'occasion d'un jour férié com-

mun devient de plus en plus pressante. Là, il n'y a pas de discussion, me semble-t-il.

La seule question qui se posait, et se pose encore, est la suivante: la désignation du 1er août comme jour de fête nationale férié se ferait-elle par voie législative ou par voie constitutionnelle écrite? Je dis cela parce qu'il est incontesté que le pays dispose déjà maintenant de ce que l'on appelle une compétence constitutionnelle non écrite, c'est-à-dire tacite, pour légitimer en la matière. Des expertises juridiques l'indiquent, il ne fait pas de doute que, comme le représentant de l'UDC vient de le dire, vous pourriez aussi purement et simplement parvenir à ce but qui nous est commun par voie législative. Seulement, je rappelle que des raisons formelles et une raison substantielle poussent le Conseil fédéral à choisir la voie de la décision populaire en réponse à l'initiative populaire qui a été lancée.

J'ai parlé de raisons formelles. Vous conviendrez avec moi que l'utilisation de compétences tacites doit représenter non la règle, mais seulement l'exception pour l'autorité de ce pays. Et vous savez d'autre part que si nous avons recouru à ces compétences non écrites, nous l'avons toujours fait pour accomplir des tâches fondamentales pour l'ensemble du pays. Donc, lorsqu'il s'agit d'une question non fondamentale pour le pays, il faut être très prudent avant d'utiliser ce que la constitution ne prévoit pas formellement. Je vous donnerai simplement un exemple: lorsqu'il y a à peu près dix ans, le Conseil fédéral a opté pour le Cantique suisse en tant qu'hymne national, il l'a fait par voie de règlements à l'intérieur de l'armée et dans nos représentations diplomatiques, mais il s'est limité à conseiller aux cantons d'utiliser ce cantique en tant qu'hymne national. Il n'y a pas de législation en cette matière, ce qui nous pousse à dire que, si on écarte la voie constitutionnelle écrite, il faudrait s'en tenir aussi pour la fête nationale à la situation actuelle. Mais, au-delà des questions formelles, vous conviendrez avec moi que le fait d'appeler le peuple à s'exprimer – et nous savons qu'une large majorité de la population suisse est tout à fait d'accord de consacrer ce 1er août de manière définitive dans la constitution en tant que fête nationale – revêt un caractère symbolique non indifférent dans un climat politique général où l'union ne semble plus représenter l'élément essentiel de ce pays. C'est la raison principale pour laquelle le Conseil fédéral vous invite à recourir à la voie constitutionnelle et à tenir compte de l'initiative populaire en cours.

Il est superflu de préciser que la fête nationale devra être jour férié et rémunéré, cela me paraît aller de soi et ne pas nécessiter d'autres explications. Je suis donc reconnaissant à la commission et aux porte-parole des groupes qui ont approuvé intégralement la position du Conseil fédéral.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

62 Stimmen

Dagegen

2 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

Arbeitsfreier Bundesfeiertag (1.-August-Initiative). Volksinitiative
Jour de la fête nationale férié (initiative du 1er août). Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.050
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.03.1993 - 11:45
Date	
Data	
Seite	76-79
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 339